

PREFECTURE DE LA COTE-D'OR


Direction régionale de l'industrie
de la recherche et de l'environnement
de Bourgogne

www.bourgogne.drire.gouv.fr

DIJON, LE

13 JUIN 2007

ARRETE PREFECTORAL

PORTANT PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

Société EDIB

Commune de DIJON

LE PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE,
PRÉFET DE LA CÔTE D'OR
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- **VU** le Code de l'Environnement et notamment le titre premier du Livre V,
- **VU** le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, et notamment son article 18,
- **VU** l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2003 et l'arrêté portant prescriptions complémentaires du 22 janvier 2007 autorisant la Société EDIB, dont le siège social est situé 64 avenue de Stalingrad – 21000 DIJON, à exploiter les installations de son établissement sis à la même adresse,
- **VU** le dossier de demande de modification déposé par la Société EDIB le 30 avril 2007,
- **VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 29 mai 2007,
- **VU** l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques dans sa séance du 21 juin 2007,
- **CONSIDERANT** que la modification d'installation sollicitée par l'exploitant n'est pas de nature à entraîner des dangers et des inconvénients nouveaux,
- **CONSIDERANT** que les mesures de prévention et de protection contre le risque incendie, prévues par l'exploitant, sont adaptées à la modification d'installation et au potentiel danger qu'elle représente,
- **CONSIDERANT** que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance de l'exploitant,
- **SUR** proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or,

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

La Société EDIB, dont le siège social est situé 64 avenue de Stalingrad – 21000 DIJON, est tenue de respecter, pour l'exploitation de son établissement sis à la même adresse, les dispositions indiquées ci-après.

ARTICLE 2

L'article 2 de l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires du 22 janvier 2007 est modifié comme suit :

n° de rubrique / repère sur plan	Intitulé de la rubrique de la nomenclature des installations classées	Libellé en clair de l'installation Nature et volume des activités	Régime
2560-2 Bâtiment "broyage" dans la cour Sud	Travail mécanique des métaux, la puissance électrique installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement des installations étant : > 50 kW mais < 500 kW	Broyage des emballages métalliques Nota : les broyeurs sont utilisés pour les plastiques et les métaux. La puissance déclarée est celle de l'ensemble des broyeurs Puissance Max. 250kW	D

(*) A : autorisation ; D : Déclaration ; NC:non classé

ARTICLE 3

Délai et voie de recours (Article L514-6 du Code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4

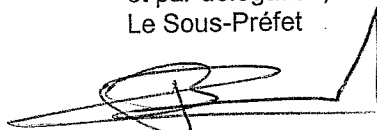
Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or, le Maire de DIJON, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la Région Bourgogne et le Directeur de la Société EDIB sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- . M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (2 exemplaires)
- . M. le Directeur des Services d'Archives Départementales,
- . M. le Directeur de la Société EDIB
- . M. le Maire de DIJON

FAIT a DIJON le

13 JUIL. 2007

LE PRÉFET,
Pour le Préfet absent
et par délégation,
Le Sous-Préfet



Pierre BESNARD